



L'INFOLETTRE DU RÉSEAU COOPÉRATIF

-NOVEMBRE 2018-

Le **Mouvement Europe Écologie Les Verts** est composé de deux collègues : le **Parti politique** structuré de façon hiérarchique, et le **Réseau coopératif** structuré de façon horizontale.

Rédigée par des membres du **Comité national d'animation du Réseau coopératif (CNARC)**, cette **infolettre**, destinée aux Coopératrices et Coopérateurs, a pour objectif de présenter les actions passées et à venir.

Nos Infolettres font apparaître la **diversité des points de vue** qui coexistent au sein du **Réseau coopératif**. De manière toute aussi importante, elles sont destinées à faire connaître les actions militantes écologistes que nous portons ou soutenons.

Bonne lecture !

Le Comité de rédaction

SOMMAIRE

- Paris, 19 et 20 janvier. Venez participer !
- Prix à la pompe : une splendide escroquerie à l'écologie !
- Même si l'on fait les deux, il est nécessaire de choisir.
- Nice (29 octobre - 2 novembre) : Assises de la transition écologique et citoyenne.
- C'est la fin de l'année : pensez à faire un don au Réseau coopératif !

Paris, 19 et 20 janvier. Venez participer !

Venez participer à la réunion du Réseau coopératif EELV, qui se tiendra les **samedi 19 et dimanche 20 janvier à Paris**, où vous pourrez échanger puis décider de son évolution pour les années à venir. Nous ferons aussi le point sur les **Assises de l'écologie et des solidarités**.

Cette rencontre se fera sur un week-end, débutant le samedi en fin de matinée et se terminant le dimanche après-midi, afin de vous permettre de venir depuis toutes les régions de France.

Le Réseau coopératif EELV prendra à sa charge le remboursement des frais de transport, d'hébergement et de restauration pour les cotisants 2019 au Réseau coopératif, dans la limite du barème EELV et d'un plafond de 2000 euros pour l'ensemble des participants, selon la règle selon laquelle le reste à charge sera le même pour tous.

Merci de vous préinscrire sur le sondage

<https://framadata.org/PlmiaD1Fes4pXVst> pour évaluer la taille de la salle à réserver.

Denis Guenneau
Coopérateur EELV
Île-de-France

Prix à la pompe : une splendide escroquerie à l'écologie !

Chacun doit prendre toute la mesure du profond ras-le-bol qui anime les « gilets jaunes » prêts à bloquer la France le 17 novembre. Il a **deux causes évidentes** :

- La brutalité de l'augmentation de la fiscalité verte, tout d'abord. Par rapport à beaucoup d'autres pays européens, nos gouvernements successifs ont cultivé une trop longue appétence pour le diesel et n'ont adopté que très tardivement (2014) la taxe carbone. Le rattrapage se paie maintenant au prix fort.
- Un matraquage fiscal (la "lessiveuse") injuste, d'autre part. L'impression que l'on épargne une nouvelle fois les riches avec une taxe carburant (TICPE) pesant essentiellement sur les ruraux et les périurbains et servant à compenser la suppression de l'ISF. Du Robin des Bois inversé ! On se souvient que la fiscalité écologique inégalitaire est une vieille affaire française : Lionel Jospin en 2000 et Nicolas Sarkozy en 2010 ont vu leur taxe sur les activités polluantes et leur taxe « climat-énergie » (respectivement) retoquées par le Conseil constitutionnel, car portant atteinte au principe d'égalité devant l'impôt.

La brutalité de l'augmentation des taxes sur les carburants porte la marque de profondes et anciennes erreurs dans la décision politique française, issues d'un **double imaginaire collectif**. Le premier selon lequel nous sommes le pays du nucléaire, donc faiblement émetteur de gaz à effet de serre, avec pour conséquences les attermoissements de la transition énergétique. Le second nous dictant que notre pays a de l'espace à revendre, avec pour effet un aménagement du territoire qui favorise le pire du grignotage des terres et de l'étalement urbain. Reléguant une frange importante de la population dans les périphéries au foncier plus accessible, éloignant toujours plus le domicile du lieu de travail.

Le gouvernement actuel, champion du cynisme en politique, nous fabrique une belle **escroquerie à l'écologie** : seuls 20% des recettes de la TICPE vont à la transition énergétique, l'essentiel approvisionnant le budget général. Et des chiffres peu relayés par les médias montrent une baisse des dites recettes (depuis 2011) due à la diminution de consommation globale de carburant. L'augmentation des taxes vise donc également à compenser cette baisse. L'écologie comme variable d'ajustement des comptes publics, il fallait y penser !

Les solutions ne passent pas par les mesurettettes en cours de discussion, telles que les aides au transport versées par certaines régions. Elles passent avant tout par **une politique écologique globale**, celle précisément que Hulot n'a jamais pu obtenir. On se prétend écologiquement vertueux alors que l'on consacre un budget dérisoire à la rénovation énergétique des bâtiments. Et que l'on « se hâte lentement » de mettre fin à l'usage des pesticides.

Les solutions passent aussi, plus spécifiquement, par une **fiscalité verte qui soit cohérente, équitable et compréhensible**. Une fiscalité qui, au delà de sa nécessaire vocation « comportementale », opèrerait une redistribution en faveur des ménages modestes. Une fiscalité qui répondrait, par exemple, aux **dix commandements** suivants :

- peser sur les sociétés autoroutières, ainsi que sur les marges des compagnies pétrolières et des distributeurs ;
- taxer les poids lourds (l'arlésienne de l'écotaxe et tant pis pour les « bonnets rouges ») ;
- taxer le kérosène des vols domestiques pour rendre le train plus compétitif ;
- surtaxer le fioul lourd des paquebots de croisière, ces monstrueux symboles de la « mondialisation heureuse » (mais pour quelques-uns), ces fleurons de notre industrie nationale évidemment intouchables au nom de l'emploi ;
- surtaxer les voitures de luxe ;
- détaxer les transports en commun propres et les rendre partiellement ou totalement gratuits en zone urbaine et périurbaine ;
- verser la totalité des recettes à la transition énergétique ;
- élargir l'assiette des chèques énergie et en augmenter le montant ;
- augmenter sensiblement les primes à la conversion des véhicules ;
- enfin et surtout, expliquer clairement la fiscalité verte aux citoyens.

Il y a urgence : l'écologie, qui avait avancé de trois cases à l'heure des marches pour le climat, vient de faire cinq pas en arrière, **largement vécue comme punitive et antisociale**. Gageons qu'elle n'avait pas besoin de ça !

Patrick Salez
Coopérateur EELV
Poitou-Charentes

Même si l'on fait les deux, il est nécessaire de choisir.

Ne nous laissons pas submerger par l'idée qu'il y aurait les « bons », engagés socialement dans la Coopérative, qui œuvrent sur le terrain dit associatif ou coopératif, et les « méchants », ayant un engagement partidairiste, affublés des pires penchants, comme une ambition personnelle, coupés de la réalité du monde et qui, une fois élus, s'approprient la gestion des communs sans la pleine reconnaissance au jour le jour des citoyens qu'ils représentent.

J'ai un très grand respect pour les personnes qui ont un engagement partidairiste avec la volonté d'être élu. Je sais la solitude de l'élu engagé dans son mandat représentatif et, quel que soit le mandat occupé par un écologiste, je pense qu'il fait toujours, et souvent jusqu'au bout, le mieux, ce qu'il peut et que c'est à lui, dans le contexte de son mandat, de savoir quand il doit démissionner, si nécessaire. De plus, s'il y avait des élus « engagés » heureux, cela se saurait.

Mais ce mandat représentatif qui délègue « tout pouvoir » est un piège qui insuffle la dépendance du citoyen à ses élus et, lorsque cette dépendance, qui renforce l'individualisme et la pauvreté de la réflexion citoyenne, devient insupportable, on a par exemple « la colère des gilets jaunes ».

Je milite donc pour que la réflexion de l'administration du collectif, portée aujourd'hui par les élus, s'enrichisse en reconnaissant son interdépendance avec la réflexion citoyenne.

La notion d'interdépendance ne se « fabrique » pas par une simple écoute du citoyen, maintenu dans sa dépendance, mais par une expression réciproque des tensions entre ceux qui sont engagés dans l'administration du collectif et le citoyen qui lui a confié cette mission. Cela peut être aussi un moyen de trouver des garde-fous qui peuvent éviter la radicalité du mandat impératif.

Pour moi, et je ne suis pas le seul, cette possibilité de reconnaître son interdépendance est le principal moyen, si ce n'est le seul, pour exister et créer sa propre identité. Pour nous écologistes, cette notion est au cœur de nos préoccupations, puisque c'est ce qui guide nos engagements en reconnaissant notre interdépendance avec les autres, la nature et les générations futures.

L'interdépendance n'existe pas dans un cadre hiérarchique. Il est donc nécessaire dans chaque situation d'avoir une possibilité de confrontation bienveillante avec un autre ou des autres.

Aujourd'hui, l'implication sociale a atteint une limite. L'élu fonctionne dans une sorte d'oligarchie institutionnelle et le citoyen n'a pour s'exprimer qu'un espace institutionnel réduit à une peau de chagrin : il lui reste la rue et la radicalité d'action violente ou non-violente. Il n'existe pas de lieu d'intelligence collective qui permettrait, en même temps, à chacun d'exister.

Il y a donc un modèle organisationnel à mettre en place. Pour préfigurer notre volonté politique basée sur ce paradigme, issu de l'acceptation de notre interdépendance universelle, le mouvement EELV a créé deux collèges, représentatifs de deux engagements sociaux forts, et le lieu de confrontation qui va avec, le lieu de l'intelligence collective, l'**Agora**. Ce lieu qui construit l'identité de chacun dans la coopération n'existe que

s'il y a réellement possibilité de confrontation. Sinon, on retrouve les « vieux modèles », avec les expressions qui vont avec : « les gens veulent ça », « je sais ce que veut le peuple », etc. L'élu se fait son « Agora » tout seul dans sa tête, c'est la base de la schizophrénie.

Revendiquer la double appartenance Parti et Réseau coopératif, dans le modèle que nous avons voulu expérimenter en créant le Mouvement EELV avec ses deux collègues, c'est faire disparaître l'Agora ... Pour se confronter, il faut être deux.

C'est pour cela que je sais qu'il faut choisir, même si l'on peut se dire que dans sa vie « militante » on fait les deux. Quand j'ai adhéré à la Coopérative, j'ai gardé la double appartenance pendant presque un an et je trouvais cela bien. Et puis est venu le moment d'écrire le règlement intérieur du Réseau coopératif et là s'est imposé le fait que la double appartenance n'était pas possible, si le réseau coopératif voulait trouver son identité.

L'identité du Réseau coopératif n'est pas rien dans le paysage politique actuel, puisque cela revient à ouvrir une nouvelle voie d'engagement citoyen.

Engagement citoyen qui, en trouvant sa place par la reconnaissance de son interdépendance avec le monde partidaire, s'ouvre de nouveaux horizons d'actions. Mais c'est une danse à deux et le monde partidaire doit lui aussi reconnaître son interdépendance avec le monde de l'engagement politique citoyen. Construire et faire vivre cette nouvelle culture est le défi que je veux à présent relever.

Christian Olive
Coopérateur EELV
Languedoc-Roussillon

Nice (29 octobre - 2 novembre) : Assises de la transition écologique et citoyenne.

« Je pense que le changement se nourrit de moments de réflexion où l'on sort de sa zone de vie quotidienne. On croise les regards et on se demande finalement ce qu'est un futur souhaitable ».

Cet extrait de l'interview de Valérie Masson-Delmotte, paru dans Nice-Matin le 2 novembre 2018, résume ce qu'ont été pour moi les cinq journées consacrées aux **Assises de la transition écologique et citoyenne** : une **parenthèse** partagée avec des militants et des citoyens, faite de belles rencontres et de connaissances nouvelles.

Ce fut un **évènement majeur**, qui a réuni, pour sa préparation, **l'Université de la Côte d'Azur** et le collectif citoyen **Synergie Transition 06 (ST06)**. Cette préparation a démarré en mars 2017, avec le lancement de l'organisation des Assises le 15 janvier 2018. Ce fut intense. Et cela a mobilisé de nombreuses personnes, des chercheurs de l'Université, des militants et autres bénévoles.

Au total, près de **140 conférences** portant sur 10 thématiques (**Environnement, Démocratie, Alimentation, Transports et Urbanisation, Éducation, Habitat, Solidarités, Énergie, Économie et Consommation, Culture**). Soit deux thématiques par jour, en parallèle, donnant lieu chacune à quatre conférences données par des chercheurs ou des institutionnels sur « **L'Etat des lieux** » dans les Alpes du Sud, suivies de 10 conférences assurées par des acteurs venus témoigner des « **Transitions déjà en réussite** » dans le département et ailleurs en PACA (et dans le Piémont voisin...), sans oublier les **ateliers** en fin d'après-midi, occasions de débats parfois vifs !

À souligner : **l'énormité du travail qui a été accompli, sur la durée, sous la bienveillante direction de Frédérique Bertoncello**, chercheuse au CNRS, et **Jean-Noël Montagné**, aux multiples casquettes, notamment en tant qu'animateur de Nicelab, « un laboratoire ouvert et hackerspace à Nice » et véritable initiateur de ces Assises.

À noter : les repas bios servis par des bénévoles tous les midis, bénévoles (parmi lesquels de nombreux jeunes) qui ont été présents tout au long des journées, mais aussi pour la mise en place et le démontage des expos, etc.

L'évènement, c'est heureux, a été bien couvert par les médias locaux. <https://at06.eu/presse/>

Parmi les moments forts, les « grandes conférences » de Pablo Servigne et de Valérie Masson-Delmotte auxquelles ont participé chaque fois plus de 500 personnes.

- **Pablo Servigne** a présenté la réflexion développée avec Gauthier Chapelle dans leur livre **L'entraide, l'autre loi de la jungle**. <https://www.mollat.com/livres/548048/pablo-servigne-l-entraide-l-autre-loi-de-la-jungle>



- **Valérie Masson-Delmotte**, coprésidente d'un groupe de travail au **GIEC**, a présenté les pistes qui s'ouvrent à nous pour rester **dans les limites d'une hausse globale des températures à +1,5°**, tout en nous prévenant que nous disposons d'une petite fenêtre de dix ans pour réduire de manière substantielle nos émissions de CO₂.



De manière générale, une forte fréquentation, tout au long de ces journées.

Ces Assises ont donné lieu à la rédaction collective d'un **Guide de la Transition Écologique et Citoyenne Alpes-Maritimes Alpes du Sud**, 400 pages sur des transitions possibles dans le 06, [disponible à la vente, pour 10 euros dans quelques boutiques à Nice, ou bien pour 16,40 euros avec envoi postal](#). Une demande de financement sera adressée auprès de la Coopérative PACA, comme contribution à l'évènement, pour couvrir une petite partie des frais d'édition. Pour information, à partir de décembre, les documents développés (notamment les vidéos des conférences) pendant les Assises seront disponibles sur le site des Assises.

Reste à organiser le débriefage (comme on dit au Québec). Une première réunion aura lieu en décembre pour la partie scientifique. Je reviendrai vers vous pour indiquer les suites qui sont envisagées. Dans l'immédiat, rendez-vous sur le site <https://at06.eu>.

Cécile Hagnauer
Coopératrice EELV
PACA

C'est la fin de l'année : pensez à faire un don au Réseau coopératif !

Rien de plus simple ! Il suffit de télécharger le formulaire :

<https://soutenir.eelv.fr/formulaire-papier/> et de l'envoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre de **AF-EELV**, au secrétariat de votre région : (<http://eelv.fr/contact-en-region>).

Il est également possible de régler son don en ligne, en se rendant sur la page :

<https://soutenir.eelv.fr/cooperer/>.

Si vous êtes imposable, les 2/3 de votre don seront déductibles de vos impôts sur le revenu en 2019.



Le Comité d'animation du Réseau coopératif

Pour réagir aux articles des infolettres, vous pouvez les retrouver sur notre site web à l'adresse <http://coop.eelv.fr/category/infolettres/>

Pour le Comité national d'animation du Réseau coopératif (CNARC)